Copie anonyme - n°anonymat : 628634

E9-00059 628634 Dis phi BL

Code épreuve : 260 | Nombre de pages : 9 | Session : 2024

Épreuve de : Philosophie

Consignes
- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Devenir citoyen

L'actualité de la citoyenneté semble être celle de son incertitude, à l'heure de la réapparition du thème des "citoyens de second rang". En effet, Robert Castel montre dans Citoyen ou indigène l'existence d'une jeunesse d'origine immigrée résidant en "banlieues" dont le lien à la politique est marqué par l'abstention, l'absence de figures d'identification... Habitant les "cités" mais exclus de La cité, celle-ci témoigne d'un décalage entre la possibilité formelle de participer aux affaires publiques et les moyens effectifs ainsi que le désir de le faire, du fait d'une exclusion matérielle et symbolique.

Il apparaît que la citoyenneté est moins un donné, un état pérenne, qu'un processus en devenir. Il s'agit moins d'être que de devenir citoyen, compris comme passage de l'état de non-citoyen à celui de citoyen, comme l'acquisition d'un statut au sein d'une collectivité. Ce statut est source de droits et de devoirs, indissociablement lié à la participation politique; le citoyen vote, paye des impôts, respecte les lois, est protégé par la Justice... Ainsi, on devient citoyen dans la mesure où une frontière est tracée entre ceux qui disposent du statut et ceux qui n'en disposent pas. La citoyenneté inclut dans la même mesure où elle exclut, qu'il s'agisse des esclaves, des femmes, des pauvres, des étrangers (voire des immigrés comme en témoigne l'actualité mentionnée ?)...

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

Il s'agit bien de créer un groupe en lui traçant un contour, avec une plus ou moins forte porosité. Une question est donc de savoir qu'est-ce qui fonde cette porosité, faisant que l'on peut devenir citoyen et pas seulement naître comme tel. De plus, il apparaît que les droits et les devoirs associés à ce statut varient fortement dans le temps et entre les sociétés. La citoyenneté semble alors être le cadre purement formel par lequel un groupe se régule, le mot que celui-ci utilise pour désigner la possibilité, selon des modalités variées, de participer aux affaires publiques. Cependant, le fait que certains puissent se qualifier de "citoyens de second rang" révèle la densité conceptuelle de la citoyenneté, de sa positivité. Devenir citoyen, ce n'est pas seulement avoir un papier qui le reconnaît, c'est bien un ensemble de pratiques et de représentations qui font que l'individu se comprend comme citoyen, qu'il s'investit personnellement et de manière identitaire dans ce rôle. Il est donc possible – et nécessaire – de penser une vraie citoyenneté, à la fois au sein des sociétés et au cours du temps, en s'intéressant au devenir de la citoyenneté elle-même, aux évolutions (heureuses ou malheureuses ?) de la manière de la concevoir. Cette tension sur le sens de la citoyenneté détermine une pluralité d'attitudes à son égard : faut-il chercher à devenir citoyen ? faut-il le mériter ? à quel moment peut-on dire qu'on l'est devenu ? et au contraire, peut-on et faut-il parfois le refuser ?

Ainsi, devenir citoyen, est-ce l'accès à un statut formel qui reconnaît l'adhésion à la communauté, ou la réalisation en acte d'une puissance dont la nature reste à déterminer ?

Tout d'abord, devenir citoyen signifie accéder à une communauté politique, à la fois contraignante et

protectrice, inclusive et exclusive. Néanmoins, en tant que fruit de rapports de force, la citoyenneté apparaît comme une illusion politique destinée à canaliser le pouvoir des individus (croire à lui en déposséder), qu'il s'agirait alors de refuser. Enfin, ressaisi comme idéal positif, devenir citoyen apparaît comme la réalisation (en tension et jamais définitive) de l'être politique de l'Homme.

* *

L'accès au statut de citoyen signifie l'insertion dans une communauté politique humaine, dans un réseau dont la nature est ambivalente.

Tout d'abord, on reconnaît un citoyen en tant qu'individu disposant de droits et de devoirs, c'est-à-dire soumis à une contrainte et bénéficiant d'une protection, particulièrement en matière politique. Un individu devient citoyen lorsqu'il vote, paye ses impôts, peut être appelé à combattre pour sa communauté, mais aussi lorsqu'il est protégé par une police, une Justice... On peut penser cette ambivalence contrainte/protection comme fondement du "devenir citoyen" avec les théories du contrat social. En effet, il apparaît dans celles-ci que les individus dans l'état de nature — caractérisé par la guerre de tous contre tous chez Hobbes (Léviathan) ou par la peur, la timidité et l'amour de soi chez Rousseau (Du Contrat social) — ont besoin de se mettre d'accord sur l'établissement d'un ordre capable de protéger (Hobbes) ou d'exprimer la volonté (Rousseau) de chacun. Devenir citoyen, c'est donc adhérer et participer à cet ordre artificiel (dans la mesure où il n'est pas naturel strictement), dans lequel la restriction de la liberté personnelle est le prix à payer pour vivre en paix. Néanmoins, alors que Hobbes propose une solution coercitive, Rousseau souhaite un régime capable d'exprimer la volonté générale. Il apparaît que le contenu de la citoyenneté est lui-même soumis à un devenir.

Ainsi, Dominique Schnapper note dans La démocratie providentielle le passage d'une conception strictement civique de la citoyenneté (celle de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789) à une conception sociale de celle-ci. Désormais, elle protège aussi des "risques sociaux" (comme la maladie, la dépendance, le chômage ...), considérés comme ne relevant pas seulement de la responsabilité individuelle. Devenir citoyen semble donc s'établir comme capacité à demander des "droits de", pouvoir effectif d'exercer un "droit à", selon la distinction d'Arendt.

Devenir citoyen s'enracine dans la nature à la fois inclusive et excluante de la communauté politique; il s'agit bien de franchir une frontière, une borne qui pose un "dans" et un "hors". Comme on l'a noté, le fait que certains deviennent citoyens suppose que certains ne le deviennent pas, restant en dehors de la communauté politique malgré leur appartenance à la communauté sociale. Alors que Dominique Schnapper définit la nation comme la "communauté des citoyens", il s'agit de voir qui peut et selon quels fondements la rejoindre. Apparaît donc une marge d'interprétation, un espace de lutte et de politisation. Si le lien entre nationalité et citoyenneté peut paraître automatique, il ne l'était pas jusqu'en 1944 pour les femmes françaises – et ne l'est d'ailleurs toujours pas dans le cas des électeurs européennes. La tradition "assimilationniste" de la France donne à penser qu'il faut avoir fait sienne la culture nationale pour devenir citoyen. On peut aussi penser la nécessité de mériter sa citoyenneté, alors que les étrangers peuvent être récompensés pour des actes de bravoure exceptionnelle, et qu'au contraire, on parle de "déchéance de nationalité" (donc de citoyenneté) pour délinquants et terroristes. Cette conception du "devenir citoyen" entre en tension avec une conception dite nationaliste, barrésienne, qui pose l'unique possibilité de naître citoyen. La tension entre ces conceptions se lit avec force dans les luttes internes au sein du mouvement des droits civiques, notamment entre Martin Luther King et Malcolm X, ce dernier refusant de "devenir citoyen"

IMPRIMERIE NATIONALE – 2023-12-PF 018 751

Copie anonyme - n°anonymat : 628634

Emplacement QR Code

Code épreuve : 260 | Nombre de pages : 9 | Session : 2024

Épreuve de : Philosophie

Consignes
- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

au sein d'une société dans laquelle il devine l'impossibilité effective de réellement le devenir.

La variabilité des définitions en extension et en nature de la citoyenneté (à la fois "qui peut devenir" et "qu'est-ce que devenir" citoyen) montre que celles-ci sont le fruit d'interprétations diverses, en lutte les unes contre les autres, donc d'un rapport de force par définition remporté par les plus forts, les élites. Devenir citoyen semble alors signifier céder à l'illusion, au piège tendu par les dominants

Il apparaît bien nécessaire de déconstruire le discours collectif sur la citoyenneté, les idées implicites qui se glissent subrepticement dans la proposition d'un « devenir citoyen ». Dans la mesure où la citoyenneté est un principe de légitimation — une mesure est légitime si elle est à été approuvée par les citoyens (par exemple par un référendum) —, les élites peuvent monopoliser le contenu du concept pour en réduire la portée et ainsi asseoir leur pouvoir. En effets, elles disent : " Voilà ce que c'est que de devenir citoyen. Puisque vous l'êtes devenus, soyez bien sages et répétez les consignes de notre citoyenneté. " Ainsi, elles canalisent les velléités d'affirmation politique

autonome du "peuple". Celui-ci, en croyant que devenir citoyen signifie accéder à la participation politique, serait alors victime de la "violence symbolique" (Bourdieu) comme capacité des dominants à imposer un discours de légitimation de la hiérarchie sociale. Accepter de devenir citoyen (par exemple à ses 18 ans), c'est donc jouer le jeu électoral, croire au théâtre politique qui se solde toujours par la réaffirmation du pouvoir des dominants. Dans La Comédie humaine du travail, Danièle Linhart montre que la mise en place de dispositifs de démocratie participative dans les entreprises (permettant en quelque sorte aux travailleurs de "devenir citoyen") est souvent un moyen pour la hiérarchie de court-circuiter les syndicats, ne se traduisant pas par une réelle participation des salariés. De plus, dans une perspective marxiste, accepter de devenir citoyen pour un prolétaire signifie légitimer un État qui, aux mains des bourgeois, assure l'exploitation de sa force de travail. Il s'agirait donc davantage de résister à la citoyenneté pour retrouver son propre pouvoir, comme le préconise Thoreau par la désobéissance civile.

Contre l'illusion de devenir citoyen pour espérer participer au jeu, au théâtre, au simulacre démocratique, il s'agira alors bien d'affirmer son propre pouvoir, voire sa puissance. Comme le note Dominique Schnapper, le principe de la communauté politique est l'"égalité des citoyens". Se mettant en scène comme un principe de justice, n'est-il pas au contraire un principe de nivellement, d'affaissement, voire de soumission au diktat de l'égalitarisme citoyen. Ainsi Nietzsche fustige le principe démocratique dans Ainsi parlait Zarathoustra ; quel véritable être humain pourrait vouloir être reconnu comme l'égal des autres, vouloir qu'on lui laisse un semblant

de mot à dire dans la manière de diriger sa vie ? Contre le troupeau de citoyens, le surhomme nietzschéen cherche à devenir lui-même, artiste de sa propre vie, peu préoccupé des prochaines élections cantonales et du prochain débat télévisé. De plus, il apparaît bien que la définition "moderne" de la citoyenneté est en effet bien pauvre. Dans L'Enjeu du moindre mal, Michéa analyse le libéralisme (qui promeut l'extension de la citoyenneté historiquement) comme mouvement qui dépossède les individus de tout ce qui leur échappe, tout ce qui les transcende, marqué par la transmutation des guerres de religion du XVI^e et XVII^e siècles. Ainsi, il sacrifie les valeurs et les croyances à la pure logique de l'intérêt, jugé plus sûr et moins dangereux pour organiser la société. Par-là, la définition moderne de la citoyenneté (marquée par la conception de la "liberté chez les modernes" analysée par Benjamin Constant) apparaît comme le cadre négatif dans lequel chacun a droit de satisfaire ses intérêts égoïstes. On pourrait presque dire dans cette perspective critique qu'accepter de devenir citoyen aujourd'hui, c'est accepter que le concept n'a plus de sens.

Il apparaît, par l'historicité et la dimension critique du concept, que l'on peut penser un idéal de la citoyenneté contre les interprétations qui le vident de sa substance. Ainsi, un "devenir citoyen" vrai s'oppose au simulacre de citoyenneté, celui que le régime despotique met en scène en garantissant les droits privés des citoyens (qui n'en sont plus) pour Tocqueville.

Enfin, devenir citoyen se révèle comme l'horizon de réalisation d'un idéal humain de la participation politique. Il retrouve en effet une dimension normative lorsqu'il se fonde sur l'idée d'une nature politique, et donc d'une vocation politique de l'être humain. Par le mythe d'Epiméthée, Platon invite à penser

l'universel "devenir citoyen" de l'Homme. Dépourvu de griffes ou d'ailes, celui-ci n'a eu que le feu pour survivre. Or, c'est par lui que les individus se rassemblent, se tiennent côte à côte pour bénéficier ensemble de la chaleur. De même, pour Aristote dans sa Politiques, en tant qu'animal doué de logos qui le rend capable de parler non seulement de l'utile et du nuisible mais aussi du juste et de l'injuste et dans la mesure où la nature ne fait rien au hasard, l'Homme est bien un "animal politique". Son devenir citoyen est donc une réalisation en acte de sa disposition en puissance. L'organisation politique, comprise à nouveau comme "communauté des citoyens", apparaît alors comme recherche du bonheur (c'est-à-dire de la plus haute fin de l'Homme) pour l'ensemble des individus.

Le défi est alors celui, concret, du passage de la puissance du citoyen à son acte. Entre sa réalité effective et le risque de simulacre, le "devenir citoyen" de l'être humain apparaît en tension. Celle-ci est illustrée par l'idée, tantôt socialiste tantôt cosmopolite, de "citoyen du monde". En effet, devenir un citoyen du monde, est-ce accomplir l'idéal antique d'une communauté politique universelle, ou est-ce tomber dans le piège d'une manipulation mondialiste à la Davos qui donne l'illusion d'être écouté? La question est bien de savoir sur quoi fonder l'appréciation réelle du "devenir citoyen", comment un individu peut-il sans illusions se reconnaître et être reconnu en tant que tel. Dans ses réflexions sur l'Europe, Habermas parle d'un "patriotisme constitutionnel"; il suffirait d'adhérer à l'axiologie institutionnelle pour se reconnaître comme citoyen et ainsi accorder une valeur et un sens à la communauté politique qu'est la citoyenneté. Contre cette conception rationaliste, "froide", désincarnée, de la citoyenneté, les Vies politiques d'Arendt permettent de penser une réalité du "devenir citoyen" fondée sur la parole, sur le dialogue et le débat. En effet, l'individu peut dire qu'il devient vraiment citoyen

IMPRIMERIE NATIONALE – 2023-12-PF 018 751

Copie anonyme - n°anonymat : 628634

Emplacement QR Code

Code épreuve : 260 | Nombre de pages : 9 | Session : 2024

Épreuve de : Philosophie

Consignes
- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

lorsqu'il entend sa voix résonner dans l'assemblée, et par seulement lorsqu'il la dépose dans une urne. La citoyenneté apparaît alors comme la communauté de l'amitié (au sens aristotélicien, philia) politique.

Si devenir citoyen signifie accéder à un statut formel de participation politique, il apparaît que le sens de celui-ci fait l'objet de lutte, et de manipulation. Néanmoins, compris comme réalisation d'une vocation politique de l'être humain, le "devenir citoyen" apparaît comme principe par lequel la participation politique a du sens, offrant un concept critique pour penser les démocraties contemporaines.

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

IMPRIMERIE NATIONALE – 2023-12-PF 018 751